

Pour ouvrir le dossier de la Révolution espagnole

«La Catalogne Libre 1937--37» NRF

Orwell arrive à Barcelone pour quelques jours.

«On était en décembre 1936... les anarchistes avaient toujours effectivement la haute main sur la Catalogne et la révolution battait son plein... C'était bien la première fois de ma vie que je me trouvais dans une ville où la classe ouvrière était en selle... Des êtres humains cherchaient à se comporter en êtres humains et non plus en simples rouages de la machine capitaliste...» (p.12 et 16).

Saisi par cette atmosphère, il s'engage dans les milices et est envoyé sur le front d'Aragon.

«J'étais tombé plus ou moins au hasard dans la seule communauté de quelque importance de l'Europe occidentale où la conscience de classe et le refus d'avoir confiance dans le capitaliste fussent des attitudes plus courantes que leurs contraires.» (p. 107)

Au bout de quatre mois, blessé, il est envoyé à l'arrière:

«À présent, tout revenait à l'état normal. Les restaurants et les hôtels chics étaient remplis de gens riches qui dévoraient des repas coutant cher...»

Républicains et communistes avaient rétabli le capitalisme à l'arrière tandis que les révolutionnaires étaient toujours occupés au front, dans un autre monde déjà anachronique:

«"Le général et le simple soldat, le paysan et le milicien continuaient à s'aborder en égaux, tous touchaient la même solde, étaient vêtus et nourris de même, s'appelaient "camarades" et se tutoyaient. Il n'y avait pas de classe de patrons ni de classe de domestiques, il n'y avaient plus de mendiants, de prostituées, d'hommes de loi, de prêtres, de lécheurs de bottes, plus de saluts militaires obligatoires.»
(p.257)

Recommandé par la gauche travailliste anglaise Orwell avait choisi pour combattre un régiment du P.O.U.M., parti marxiste non stalinien qui devint la première cible des attaques calomnieuses et furieuses dont les staliniens ont le secret. Le mouvement libertaire étant trop important pour que le P.C. n'ose jamais l'attaquer de front.

Alors Orwell assiste aux journées de mai 1937 au cours desquelles les staliniens au pouvoir essayent à Barcelone de désarmer et de chasser des locaux qu'ils occupaient les syndicats ainsi que les formations politiques n'adoptant pas à leur égard une attitude servile.

Finalement, les staliniens réussissent et assoient leur domination sans partage.

Il ne restait plus à Orwell qu'à quitter l'Espagne avant que la police stalinienne ne le liquide avec tous ceux qu'il lui plait de dénoncer comme des opposants passés, présents ou futurs.

Orwell écrivit son livre (en anglais «Hommage à le Catalogne») sitôt rentré en Angleterre. C'est le récit d'un combattant obscur de première ligne: les tranchées, les barricades (en 230 pages). C'est enfin deux appendices («Les Discussions entre les partis politiques» – «Ce que furent les troubles de mai à Barcelone») de 70 pages au total, un essai d'analyse de ces événements en partant de toute la documentation internationale dont l'on pouvait disposer en 1937. Ce sont ces

dernières pages qui nous intéressent surtout ici bien que le récit proprement dit soit un des textes les plus directement émouvants sur ce que peut être l'atmosphère d'une authentique révolution à notre époque.

Pour Orwell, si les anarchistes ont certainement sauvé la situation dans les deux premiers mois (Août–septembre 1936), c'est l'action du P.C. qui en octobre–décembre a permis de maintenir les résultats militaires acquis.

Cependant dès ce moment le P.C., qui a la main-mise sur le gouvernement, garde les armes existantes comme celles qui arriveront, et, ainsi, empêche l'Offensive d'Aragon en laissant les milices fixées, immobilisées, impuissantes dans leur secteur excentrique. Par contre toutes les fournitures et tous les soins seront canalisés vers l'«Armée populaire» en formation à l'arrière et qui sera entre les mains du gouvernement un corps d'élite complètement militarisé, instrument docile du maintien de l'ordre.

Deux conceptions s'opposent parmi les antifascistes celle des anarchistes (CNT-FAI), du P.O.U.M. et de la gauche socialiste: extension du pouvoir ouvrier direct et de la révolution. Celle du P.C., de la droite socialiste et des libéraux: gouvernement centralisé, armée militarisée, défense de la république bourgeoise, arrêt de la révolution.

Particulièrement en Catalogne les classes moyennes: boutiquiers, fonctionnaires, officiers, paysans, aisés affluent dans les rangs du P.C., seul rempart solide contre la collectivisation des usines, des terres, des services publics, de la distribution.

«La guerre fut essentiellement une lutte triangulaire. Il fallait continuer à se battre contre Franco mais simultanément le gouvernement poursuivait un autre but: reconquérir le pouvoir que pouvaient encore tenir les syndicats... On pouvait toujours mater les ouvriers par le

moyen d'un argument qui se laisse aisément deviner tant il va de soi: «Il faut que vous fassiez ceci, cela, et le reste, ou sinon nous perdrons la guerre». Et chaque fois, inutile de le dire, il se trouva que ce qu'exigeaient les nécessités militaires c'était l'abandon d'une parcelle de ce que les ouvriers avaient conquis pour eux-mêmes en 1936... Les anarchistes, seul parti révolutionnaire suffisamment nombreux pour exercer un rôle important, furent amenés à céder point par point... On mit un obstacle au progrès de la collectivisation, on se débarrassa des comités locaux, on supprima les patrouilles d'ouvriers et l'on remit en exercice les forces de police d'avant guerre, largement renforcées et puissamment armées; et les diverses industries de base qui avaient été sous le contrôle des syndicats passèrent sous la direction du gouvernement (la saisie du Central Téléphonique de Barcelone qui a été à l'origine des troubles de Mai fut un épisode de ce processus); enfin, le plus important de tout, les milices ouvrières levées sur la base des syndicats furent graduellement dissoutes et réparties dans la nouvelle Armée populaire, armée «non politique», de conception semi bourgeoise comportant des différences de soldes, une caste privilégiée d'officiers, etc. Étant donné les circonstances à cette date, ce fut vraiment là le pas décisif; il fut franchi en Catalogne plus tard que partout ailleurs, parce que c'était là que les partis révolutionnaires étaient les plus forts. Il était évident que la seule garantie que les ouvriers pouvaient avoir de conserver leurs conquêtes, c'était de garder quelques unes des forces armées sous leur propre direction. Comme pour le reste c'est au nom des exigences militaires que la dissolution des milices fut ordonnée, et personne ne nia qu'une totale réorganisation militaire fût nécessaire. Il eût été tout à fait possible cependant de réorganiser les milices, de les rendre plus aptes à leur tâche, tout en les laissant sous le contrôle direct des syndicats; mais à la vérité ce changement avait pour but principal d'empêcher les anarchistes d'avoir leur armée à eux. Et puis l'esprit démocratique des milices en

faisait des terrains propices à la croissance des idées révolutionnaires. Les communistes ne l'ignoraient pas et ils ne cessaient d'invectiver âprement contre le principe défendu par le P.O.U.M. et les anarchistes de solde égale pour tous sans distinction de grades. Ce fut une «bourgeoisification» générale qui eut lieu, une destruction délibérée de l'esprit égalitaire des tous premiers mois de la révolution.» (p.242-244).

Ceci pour le sabotage à domicile de la révolution. À l'extérieur d'autres traits sont indiqués par Orwell: l'action économique (grèves et boycott) des travailleurs étrangers fut évitée par les Partis Communistes et Socialistes étrangers soucieux de ne pas gêner les gouvernements et le capitalisme, de dissimuler comme intempestifs tous les aspects révolutionnaires de la guerre et de limiter toute action internationale au plan inter-étatique.

Des raisons identiques (ne pas mécontenter la République impérialiste française) amenèrent le gouvernement républicain espagnol à ne rien tenter pour l'émancipation du Maroc espagnol et le soulèvement des «Maures». «la meilleure occasion stratégique de la guerre fut donc négligée dans le vain espoir d'apaiser le capitalisme français et britannique» (p. 262) – (Rappelons que Berneri dès octobre 1936 avait préconisé l'abandon du Maroc).

Dans ces conditions les raisons de combattre Franco baissaient et dans les territoires qu'il occupait aucun mouvement ne se fit sur ses arrières.

De plus en plus deux gouvernements capitalistes s'affrontaient avec des masses passives de conscrits.

De ces deux gouvernements celui qui se dit antifasciste comprend des républicains libéraux, des socialistes, des communistes et des anarchistes.

«Parmi les partis du côté gouvernemental, les communistes ne se trouvaient pas à l'extrême gauche mais à l'extrême droite.» (p.244).

Les communistes étant les plus zélés dans la déprolétarianisation du système républicain poursuivaient de leur rancune particulière le P.O.U.M. dont les dirigeants étaient d'anciens membres de l'Internationale Communiste et n'eurent de cesse qu'ils les eurent supprimés comme étaient supprimés à la même époque les compagnons de Lénine. (Procès de Moscou).

Déjà en décembre 1936 le dernier ministre du P.O.U.M. avait été chassé du gouvernement de Catalogne.

La deuxième étape fut franchie à la suite des journées de Mai. Orwell affirme (p. 205) que le P.O.U.M. n'avait pratiquement pas d'organisation clandestine et que ses leaders étaient furieux (p. 140) d'être entraînés dans la bagarre déclenchée par la tentative de la police (Garde civile) d'attaquer la Telefónica occupée par les syndicats (Lundi 3 mai) qui déclenchent la grève générale.

Cependant les cars de patrouille anarchistes distribuent les munitions, les barricades s'élèvent. L'«Armée Populaire» reste neutre.

«les ouvriers étant descendus dans la rue les leaders du P.O.U.M. adoptèrent de façon assez pédantesque la ligne de conduite marxiste qui veut que, lorsque les ouvriers descendent dans la rue ce soit le devoir des partis révolutionnaires d'être à leurs têtes.» (p. 271)

idem pour le tout petit groupement des trotskistes «il réclamait que l'on fît ce que l'on était déjà en train de faire».

Orwell signale aussi le texte publié par le groupe anarchiste des «amis de Durruti» ayant réclamé la création d'une Junte

révolutionnaire.

Mais alors que le 4 mai le journal des anarchistes «Solidaridad Obrera» protestait contre «l'odieuse provocation» qu'était l'attaque de la Telefónica, le 5 mai le même journal recommandait de reprendre le travail pendant que «la Batalla» organe du P.O.U.M. demandait de rester aux barricades. Le 6 mai: armistice puis reprise des hostilités et finalement le lendemain fin des combats.

Que s'était-il passé?

Selon Orwell (qui n'a que l'on sache, pas été démenti) 1 croiseur et 2 contretorpilleurs britanniques avaient cerné le port de Barcelone tandis que d'autres navires prenaient la même direction «pour protéger les intérêts britanniques» (formule de la presse anglaise).

«... le gouvernement britannique qui n'avait pas remué le petit doigt pour sauver de Franco le gouvernement espagnol ne manquerait pas d'intervenir pour le sauver de sa propre classe ouvrière.» (p.270)

Le gouvernement républicain alors à Valence avait aussi agi et envoyé 6.000 gardes d'assaut qui débarquent pour occuper Barcelone le soir du 7 mai.

Nous savons d'autre part combien la diplomatie des ministres «anarchistes» fut utile au gouvernement pour sa reconquête de Barcelone – montrant, comme si cela était nécessaire, qu'un anarchiste devenu ministre c'est un ministre de plus et un anarchiste en moins.

Ce qui n'empêchait pas les agents russes de déclarer à la presse étrangère que tout cela était un complet anarchiste.

Les prisonniers des anarchistes furent relâchés, non ceux de la Garde Civile.

Les locaux fortifiés des syndicats furent l'objet de perquisitions, leurs armes saisies, les barricades détruites sauf celles des communistes. La censure s'instaura: «La Batalla» était presque blanche, les organes socialistes furent épargnés. Les arrestations se multiplièrent surtout dans les Brigades internationales et les Milices.

Une semaine après, Caballero, socialiste de gauche était remplacé à la tête du gouvernement par Negrin, socialiste de droite infiniment plus docile aux staliniens et les syndicats C.N.T.-F.A.I. et U.G.T. quittaient le gouvernement avec les socialistes de gauche.

Après cela le champ était libre pour la répression stalinienne; les 15-16 juin le P.O.U.M. était dissout, ses militants arrêtés avec son chef Andrès Nin qui disparaissait en «prison modèle» ainsi que Kurt Landau socialiste autrichien (et Camillo Berneri, le plus en vue des penseurs anarchistes, était assassiné).

La guerre d'Espagne avec sa participation internationale fournissait l'occasion d'entreprendre la liquidation des opposants au stalinisme.

Les événements de mai furent-ils prémédités par la police stalino-bourgeoise sûre d'elle-même?

Orwell rappelle le reportage paru le 14 mai dans le «New-Statesman» suivant lequel Companys, Président de la Généralité (Gouvernement de Catalogne) interrogé quelques jours avant les journées du mai avait répondu en riant que les anarchistes encaisseraient comme ils avaient encaissé le reste.

En fait les anarchistes ont-ils encaissé le coup? «Il est des cas où il vaut mieux être vaincu après avoir lutté que ne pas lutter du tout.» (p. 268).

Orwell ne nous en dit guère plus et cela suffit. De même lorsqu'il semble conclure (p.262):

«peut-être le mot d'ordre du P.O.U.M. et des anarchistes «la guerre et la révolution ne doivent pas être séparées» était-il moins le fait d'un songe creux qu'il ne le paraissait tout d'abord.»

Ce témoignage est de poids. Et il faudrait en citer beaucoup d'autres de cet esprit sincère et clairvoyant entraîné dans la tragédie de notre temps qui prépare «1984».

Et pourtant ces avertissements sont de 1937...

«Cette alliance comme sous le nom de Front Populaire est essentiellement une alliance d'ennemis et il semble bien qu'elle ne puisse jamais terminer autrement que par l'un des partenaires avalant l'autre... le communisme officiel doit être tenu, actuellement en tout cas, pour une force antirévolutionnaire... La clef de la conduite du parti communiste dans chaque pays est donnée par les rapports d'ordre militaire existants ou possibles de ce pays avec l'U.R.S.S.» (p. 244-45)

On comprend alors qu'il n'y a rien à voir entre cela et le but révolutionnaire de ceux qui en juillet 1936 combattirent pour autre chose que «sauvegarder la démocratie capitaliste qui ne représentait rien de plus à leurs yeux, surtout à ceux des anarchistes, qu'un appareil centralisé d'escroquerie.» (p. 236).

Les communistes se retrouvaient d'accord avec toute la bourgeoisie des démocraties occidentales pour rayer la révolution espagnole.

«Et puisqu'il fallait écraser la révolution cela simplifierait grandement les choses de prétendre qu'il n'y avait pas eu de révolution.» (p. 238)

«Ce qui avait eu lieu en Espagne, en réalité ce n'était pas simplement une guerre civile mais le commencement d'une

révolution. C'est ce fait là que la presse antifasciste à l'étranger avait pris tout spécialement à tâche de camoufler.» (p. 237).

Terminons par cette réflexion sans écho semble-t-il du soldat Orwell:

«Je crois que les pacifistes gagneraient à illustrer leurs brochures de photos agrandies de poux... À la guerre TOUS les soldats sont pleins de poux du moins dès qu'il fait suffisamment chaud.» (p.70)

Rol